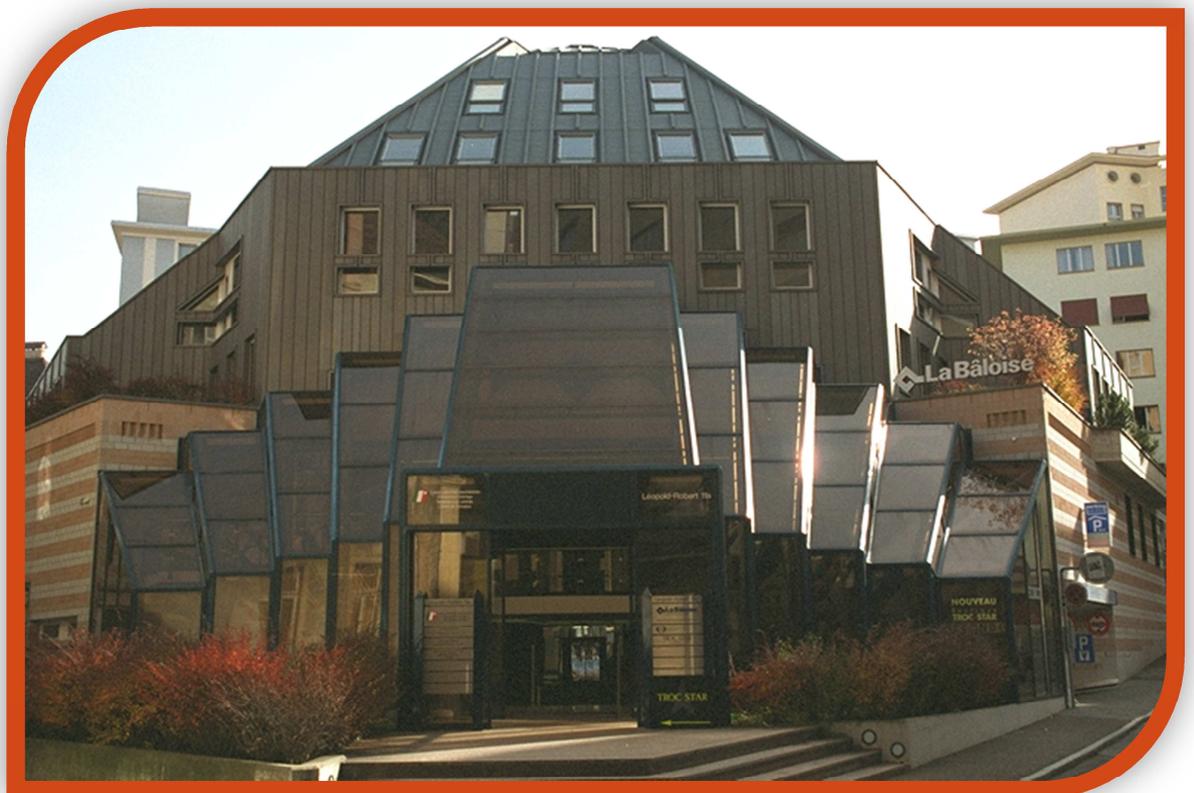


**CCNAC**  
**Caisse Cantonale Neuchâteloise**  
**d'Assurance-Chômage**  
**87<sup>ème</sup> RAPPORT DE GESTION**  
**2014**





## QUELQUES CHIFFRES CLÉS



**7'244**  
assurés inscrits  
auprès de la CCNAC  
[Page 6]

**4,2** mio de francs  
indemnités RHT versées  
[Page 15]

**499'313**  
nombre d'indemnités  
de chômage versées  
[Page 7]

**6,76** mio de francs  
montant des créances  
[Page 17]

**75** mio de francs  
indemnités de chômage  
versées  
[Page 8]

**5.5** mio de francs  
masse salariale pour TAC  
Chèque Emploi  
[Page 23]

**138**  
oppositions traitées  
[Page 12]

**75**  
bénéficiaires de l'APG  
[Page 28]



## TABLE DES MATIÈRES

Quelques chiffres clés .....	I
Table des matières .....	II
<b>1 Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>2 Structure.....</b>	<b>1</b>
2.1 Administration centrale .....	2
2.2 Les agences.....	2
2.3 Organigramme au 31 décembre 2014 .....	3
<b>3 Généralités .....</b>	<b>4</b>
3.1 Conjoncture.....	4
3.2 Les principaux indicateurs 2014 .....	4
3.3 Organisation .....	5
<b>4 Indemnités de chômage – tableaux et graphiques.....</b>	<b>6</b>
4.1 Évolution du nombre d'assurés inscrits à la CCNAC .....	6
4.2 Évolution du nombre d'indemnités de chômage versées par la CCNAC .....	7
4.3 Évolution des indemnités de chômage versées par la CCNAC, en CHF .....	8
4.4 Évolution du nombre d'hommes et femmes au chômage.....	9
4.5 Nombre de personnes au chômage en 2014 par gain assuré.....	10
4.6 Comparaison entre femmes et hommes au chômage en 2014 par gain assuré.....	10
4.7 Nombre d'assurés par sexe et par classe d'âge en 2014 .....	11
<b>5 Juridique.....</b>	<b>12</b>
5.1 Oppositions .....	12
5.2 Évolution des décisions administratives .....	13
5.3 Évolution des décisions prises par la première instance de recours / Cour de droit public (CDP) .....	14
<b>6 Indemnités versées aux entreprises.....</b>	<b>15</b>
6.1 Évolution des indemnités.....	15
6.2 Chiffres clés .....	16
6.3 Chiffres clés en comparaison pour l'ensemble du pays, en CHF .....	16
<b>7 Comptabilité.....</b>	<b>17</b>
7.1 Évolution des créances de la caisse en CHF .....	17
7.2 Compte d'exploitation 2014.....	18
7.3 Bilan 2014.....	19

<b>8</b>	<b>Statistiques 2014 du site internet CCNAC (www.ne.ch)</b> .....	<b>20</b>
8.1	Trafic .....	20
8.2	Provenance.....	21
8.3	Intérêt .....	21
8.4	Internautes.....	22
<b>9</b>	<b>Le chèque emploi</b> .....	<b>23</b>
<b>10</b>	<b>Le Centre Suisse de microfilmage</b> .....	<b>24</b>
10.1	Matériel d'archivage du centre de microfilmage .....	24
10.2	Laboratoire de développement.....	25
10.3	Volume microfilmé .....	26
10.4	Volume des données détruites.....	27
<b>11</b>	<b>Subventions cantonales aux primes APG (assurance perte de gain)</b> .....	<b>28</b>
<b>12</b>	<b>Conclusions</b> .....	<b>29</b>



## 1 INTRODUCTION

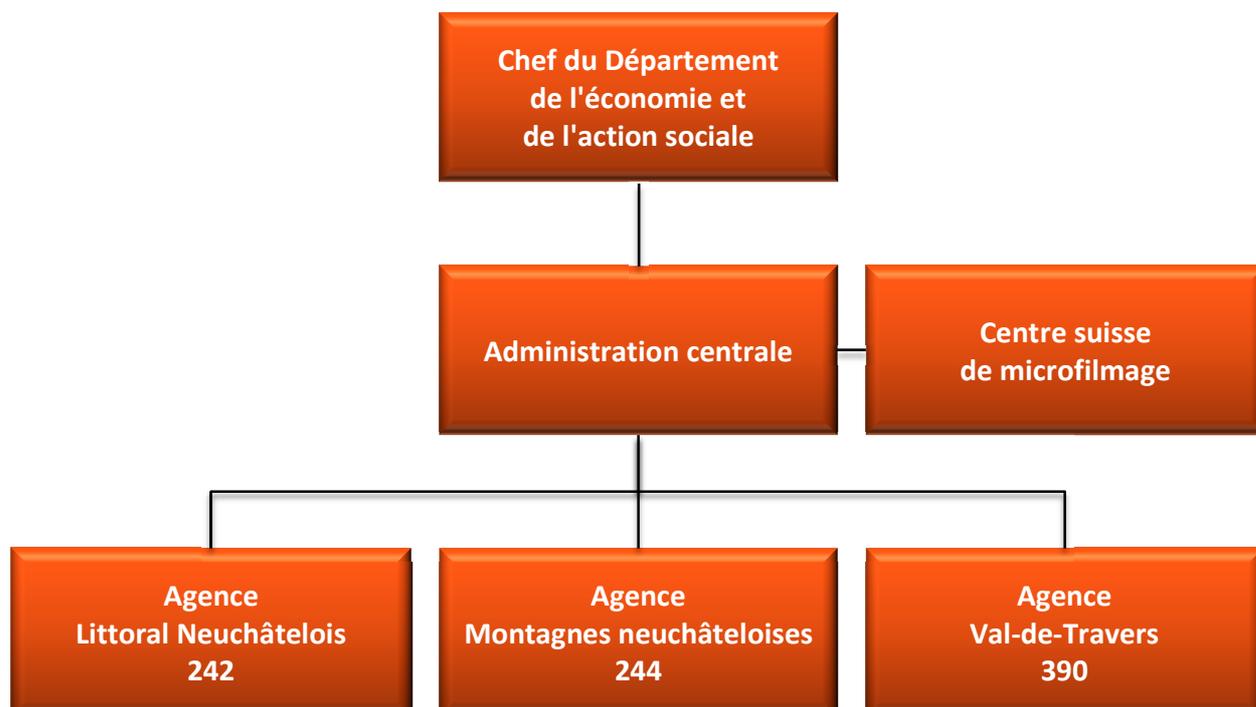
En vertu de l'article 22, alinéa 2, de l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976 instituant l'assurance-chômage obligatoire, la République et canton de Neuchâtel gère à titre de fondatrice, à partir du 1er avril 1977, la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage (ci-après CCNAC).

## 2 STRUCTURE

La CCNAC, rattachée au Département de l'Économie et de l'action sociale, est constituée d'une administration centrale et de trois agences.

La CCNAC est au service des personnes et des entreprises situées dans le Canton de Neuchâtel pour leur verser les prestations auxquelles elles ont droit, d'une part, et répondre à toutes les questions relatives au droit du travail, d'autre part. À cet effet, elle met à disposition son service juridique.

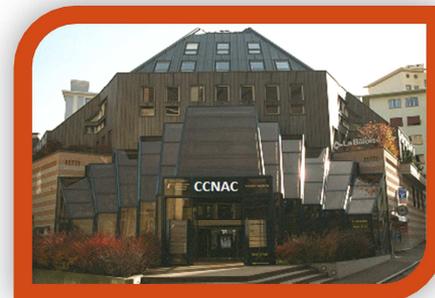
De plus, la CCNAC assure un mandat de prestations confié par Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), soit l'exploitation du centre suisse de microfilmage.



## 2.1 ADMINISTRATION CENTRALE

L'administration centrale a pour tâche principale, l'application des dispositions légales suivantes :

- Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT)
- Indemnité en cas d'intempéries (INT)
- Indemnité en cas d'insolvabilité (ICI)
- Accords bilatéraux (établissement des formulaires E301/PDU1)
- Fondation neuchâteloise de secours aux chômeurs (FNSC)
- Subventions Assurance perte de gain (APG) pour les assurés de plus de 45 ans
- Travail au Clair TAC – Le Chèque emploi neuchâtelois
  
- Elle régit également les relations avec le SECO, coordonne les tâches des agences pour lesquelles elle agit en qualité d'autorité de surveillance. Elle gère le contentieux ainsi que la comptabilité générale.



## 2.2 LES AGENCES

Les agences des Montagnes et du Littoral s'occupent :

- de l'accueil et de l'information du public
- de la constitution des dossiers et du versement des indemnités en cas de chômage complet

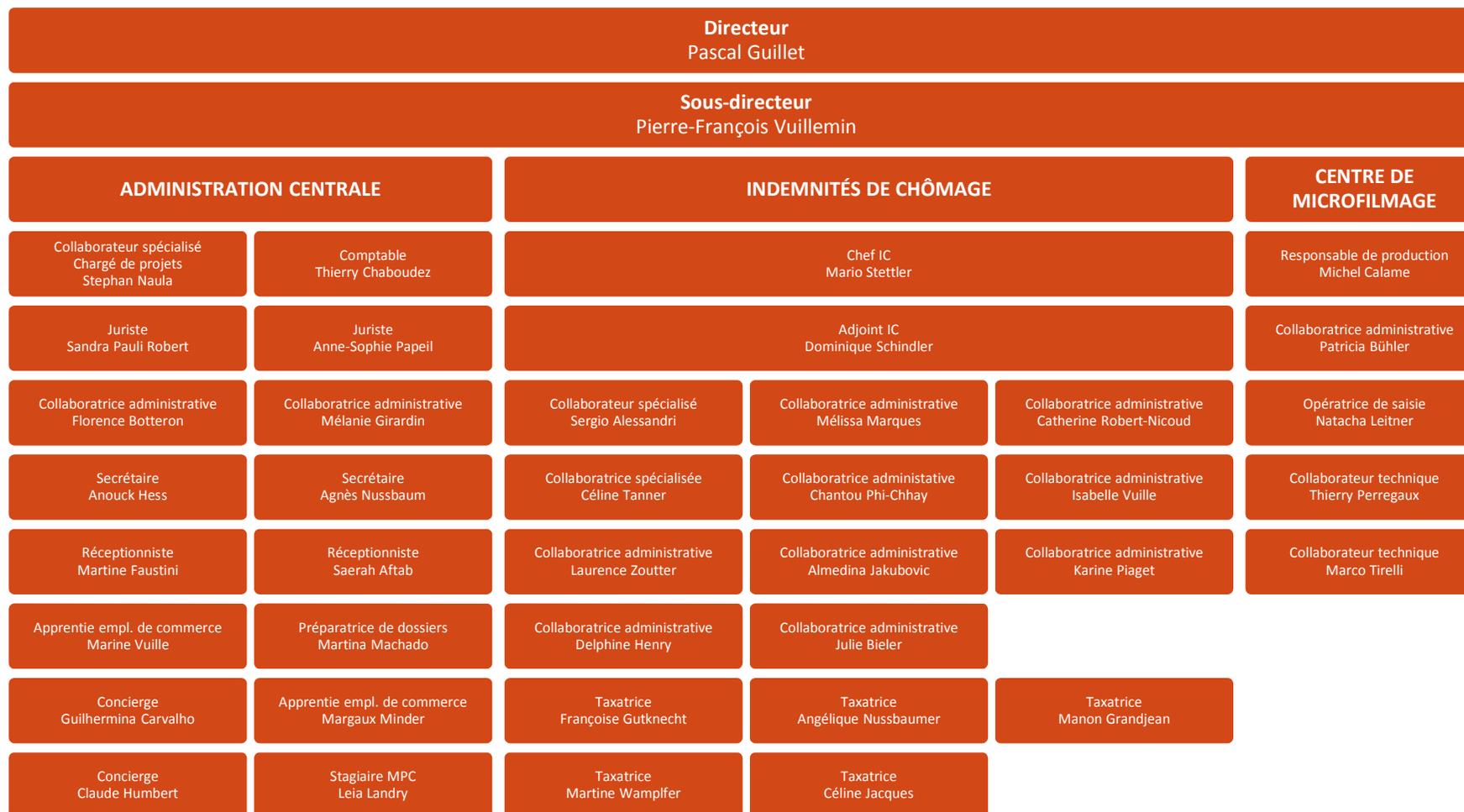


Celle du Val-de-Travers s'occupe :

- de l'accueil et de l'information du public
- de la constitution des dossiers et du versement des indemnités en cas de chômage complet
- des accords bilatéraux (établissement des formulaires E301/PDU1)



## 2.3 ORGANIGRAMME AU 31 DÉCEMBRE 2014



## 3 GÉNÉRALITÉS

### 3.1 CONJONCTURE

Alors que le 1<sup>er</sup> semestre 2014 bénéficiait encore d'une tendance positive, le second semestre quant à lui a été moins favorable et plusieurs indicateurs montraient des signes plutôt négatifs pour certains secteurs.

Les contacts visant à introduire des mesures de réduction de l'horaire de travail ont été pris par plusieurs entreprises qui ne disposaient pas d'une très grande visibilité quant à l'évolution de leur carnet de commande.

Malheureusement, la décision prise par la BNS en janvier 2015 (abolition du taux plancher de l'Euro) n'a que renforcé ce climat d'incertitude.

Nous avons également enregistré durant cette période quelques procédures de licenciements collectifs.

Les premiers chiffres 2015 démontrent que les craintes exprimées quant à l'évolution de la conjoncture sont malheureusement confirmées et que nous devons nous attendre à un second semestre 2015 beaucoup plus difficile.

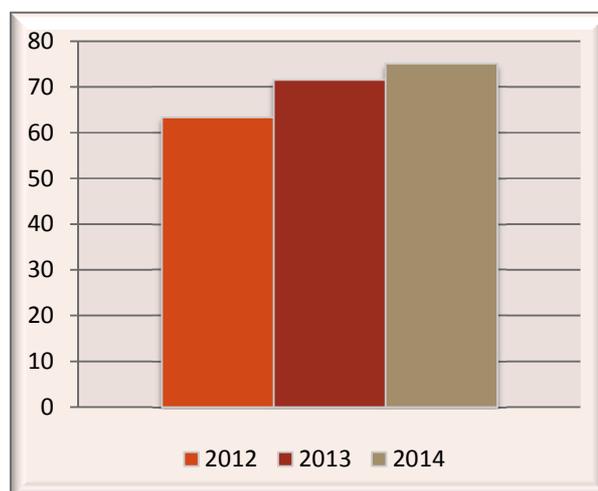
En 2014, nous avons procédé pour la cinquième fois à des vérifications sur la base de la loi sur le travail au noir (LTN) grâce à des listes fournies par le SECO provenant de la mise en relation entre les données de l'assurance-chômage et de l'AVS.

Plusieurs contrôles ont débouché sur des demandes de restitution de prestations indûment touchées et sur des procédures pénales.

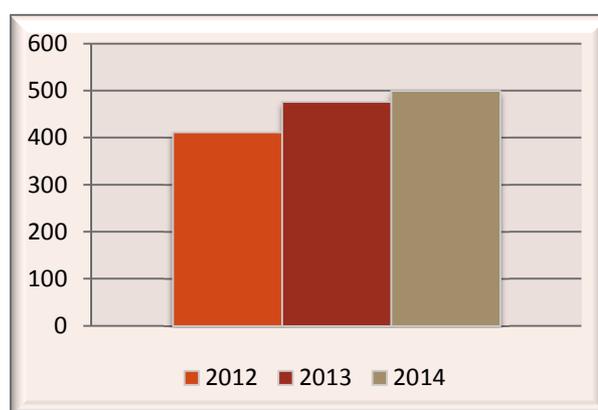


### 3.2 LES PRINCIPAUX INDICATEURS 2014

#### Montant des prestations de chômage allouées par CCNAC (en mio de francs)



#### Indemnités de chômage versées par la CCNAC (en milliers d'indemnités)



### 3.3 ORGANISATION

L'année 2014 a été marquée par la mise en œuvre d'un projet de nouvelle organisation au sein de la CCNAC.

En effet, il est apparu que la structure que nous avons, bien que performante, devait évoluer pour tenir compte des possibilités offertes par les nouvelles technologies en terme d'organisation du travail. Afin d'analyser les points forts à développer et les points faibles à améliorer au sein de notre entité nous avons décidé de confier un mandat à KPMG pour nous soutenir dans cette démarche.

Plusieurs recommandations émises par KPMG nous ont permis d'envisager un nouveau modèle permettant de voir l'avenir avec confiance.

Le déploiement de cette nouvelle organisation a été entrepris dès mars 2014 et se poursuivra encore sur 2015 et 2016.

Il s'agit pour nous d'évoluer afin de préparer notre entité à relever de nouveaux défis auxquels nous serons confrontés dans un avenir plus ou moins proche.

L'engagement d'un sous-directeur chargé de la gestion des RH en particulier permettra également à la CCNAC de disposer d'une organisation interne adéquate permettant de disposer d'un suppléant au directeur en cas d'absence. Cette solution a également permis une répartition des charges de Direction qui reposaient jusqu'alors sur exclusivement sur le directeur.

La centralisation et la généralisation du traitement électronique du courrier entrant –papier, email, fax– est à l'origine de la création au sein de l'administration centrale du Centre de scannage. Désormais, tous les courriers entrants sont rapidement numérisés puis indexés électroniquement afin d'être mis à disposition des collaborateurs chargés de les traiter. La réduction de flux de papier entraîne un gain d'efficacité et réduit le risque de perdre des documents; les dossiers électroniques sont en outre accessibles simultanément pour tous les collaborateurs autorisés, indépendamment de leur localisation géographique. Cela permet une meilleure répartition des charges de travail.

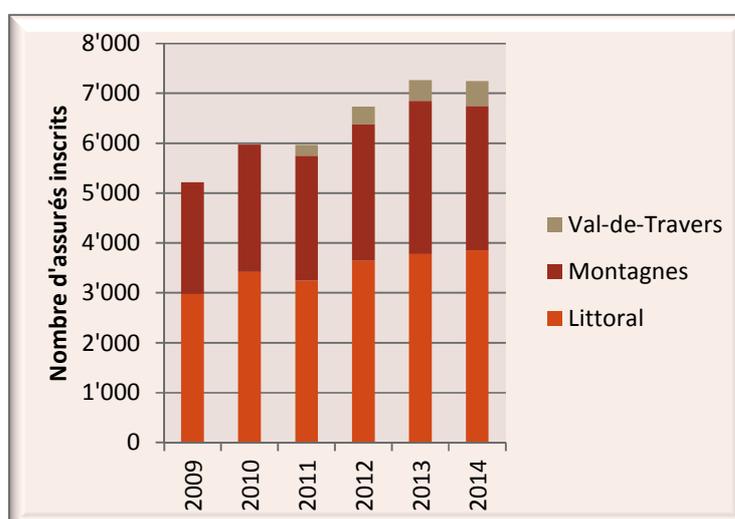
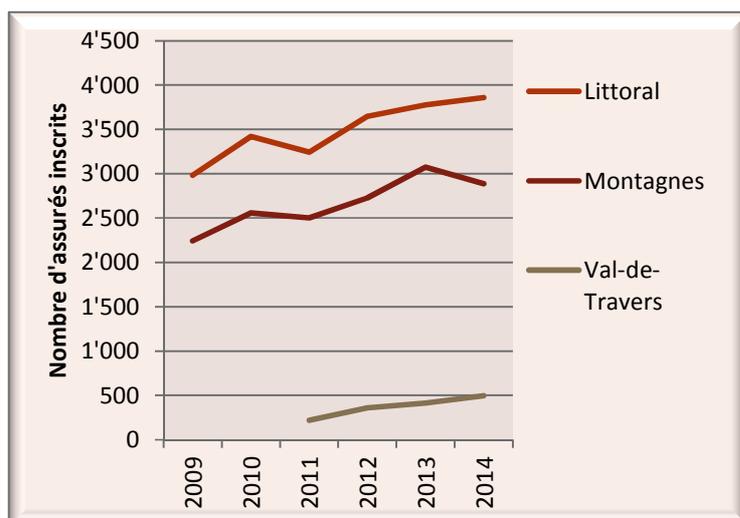
## 4 INDEMNITÉS DE CHÔMAGE – TABLEAUX ET GRAPHIQUES



### 4.1 ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ASSURÉS INSCRITS À LA CCNAC

	2009	2010	2011*	2012	2013	2014
<b>Littoral</b>	2'981	3'418	3'246	3'647	3'778	3'858
<b>Montagnes</b>	2'241	2'556	2'502	2'726	3'073	2'887
<b>Val-de-Travers</b>	0	0	220	361	414	499
<b>TOTAUX</b>	<b>5'222</b>	<b>5'974</b>	<b>5'968</b>	<b>6'734</b>	<b>7'265</b>	<b>7'244</b>

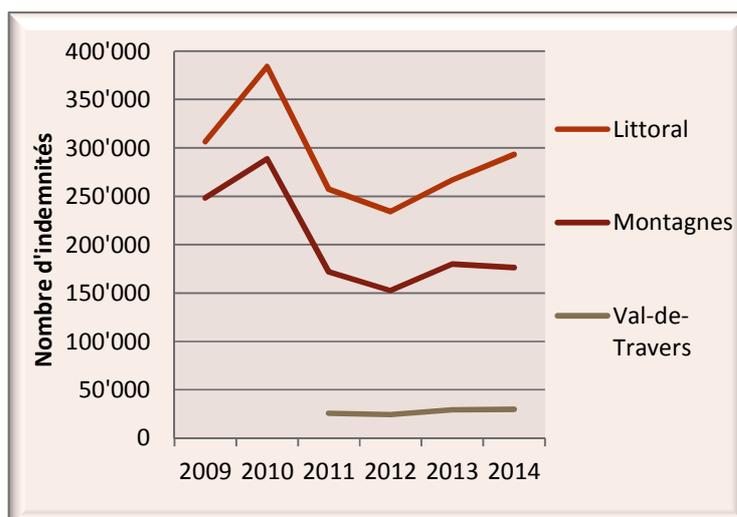
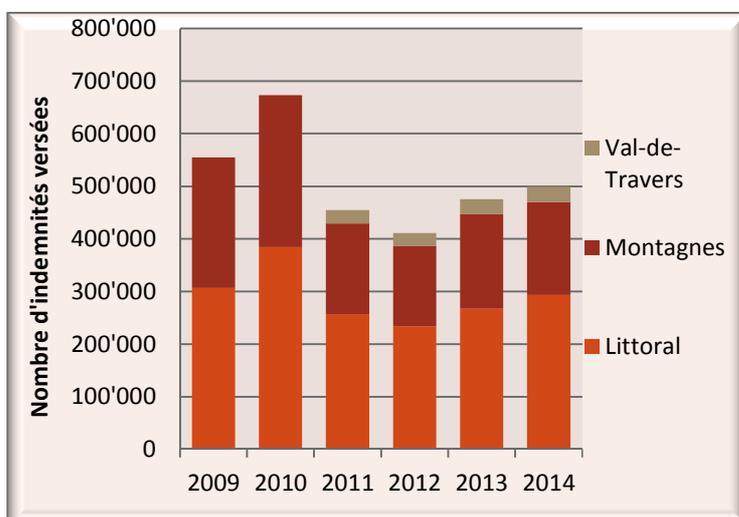
\* Entrée en vigueur des modifications LACI au 01.04.2011



## 4.2 ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNITÉS DE CHÔMAGE VERSÉES PAR LA CCNAC

	2009	2010	2011*	2012	2013	2014
<b>Littoral</b>	306'524	384'305	257'308	234'037	266'969	293'340
<b>Montagnes</b>	248'178	288'800	171'723	152'673	179'845	176'238
<b>Val-de-Travers</b>	0	0	25'846	24'490	29'079	29'735
<b>TOTAUX</b>	<b>554'702</b>	<b>673'105</b>	<b>454'877</b>	<b>411'200</b>	<b>475'893</b>	<b>499'313</b>

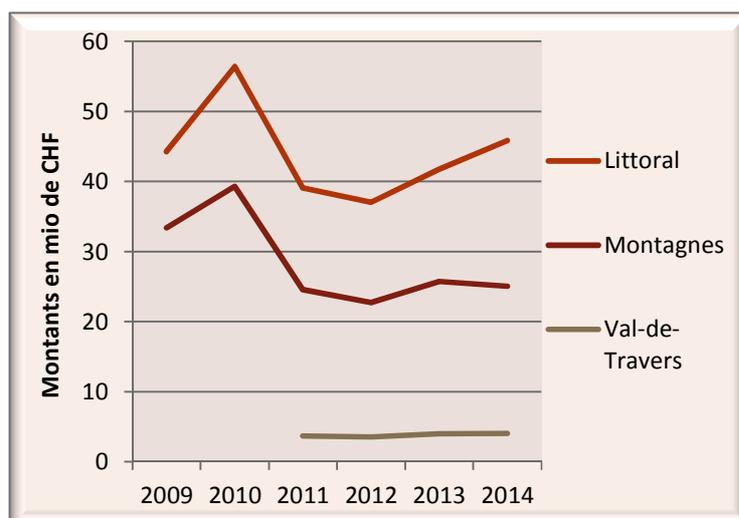
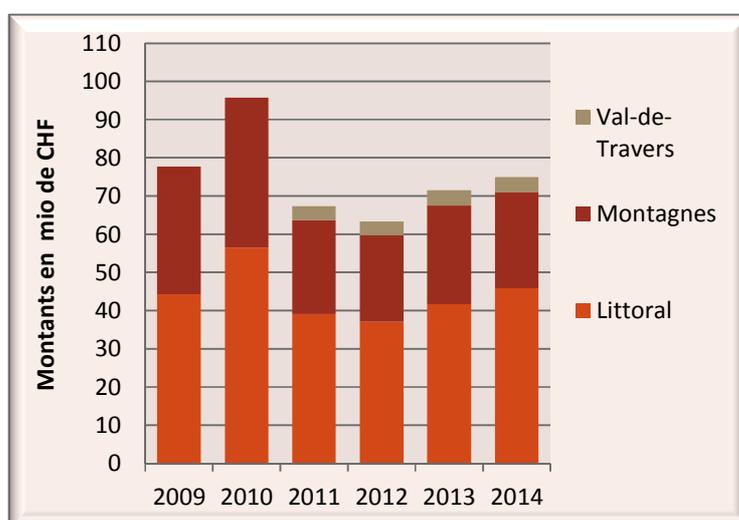
\* Entrée en vigueur des modifications LACI au 01.04.2011



### 4.3 ÉVOLUTION DES INDEMNITÉS DE CHÔMAGE VERSÉES PAR LA CCNAC, EN CHF

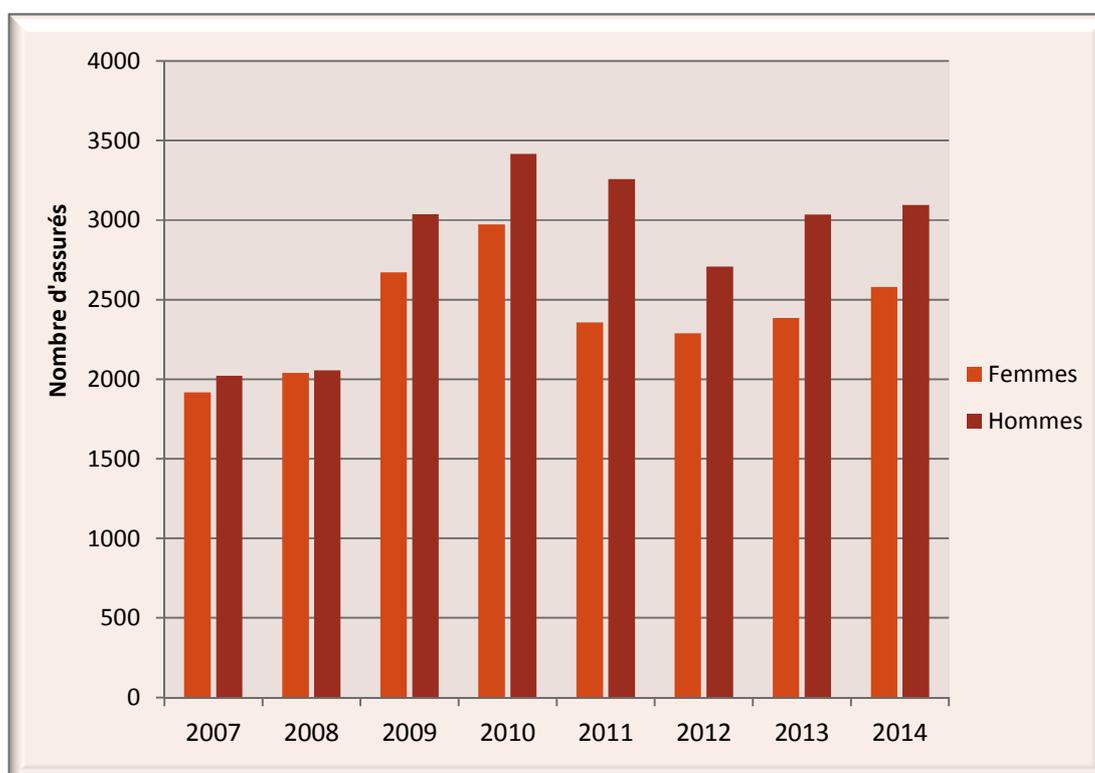
	2009	2010	2011*	2012	2013	2014
<b>Littoral</b>	44'263'493	56'418'012	39'085'035	37'041'045	41'737'209	<b>45'872'193</b>
<b>Montagnes</b>	33'399'654	39'317'944	24'564'910	22'727'598	25'720'767	<b>25'062'590</b>
<b>Val-de-Travers</b>	0	0	3'696'838	3'546'911	3'997'878	<b>4'052'475</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>77'663'148</b>	<b>95'735'957</b>	<b>67'346'784</b>	<b>63'315'555</b>	<b>71'455'854</b>	<b>74'987'258</b>

\* Entrée en vigueur des modifications LACI au 01.04.2011

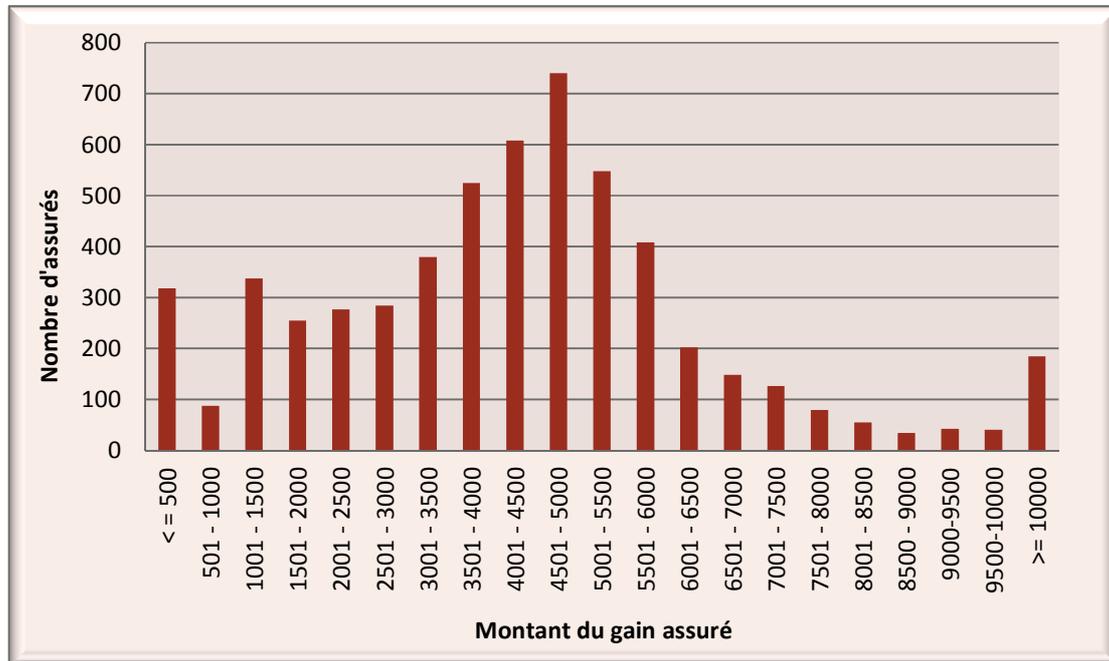


#### 4.4 ÉVOLUTION DU NOMBRE D'HOMMES ET FEMMES AU CHÔMAGE

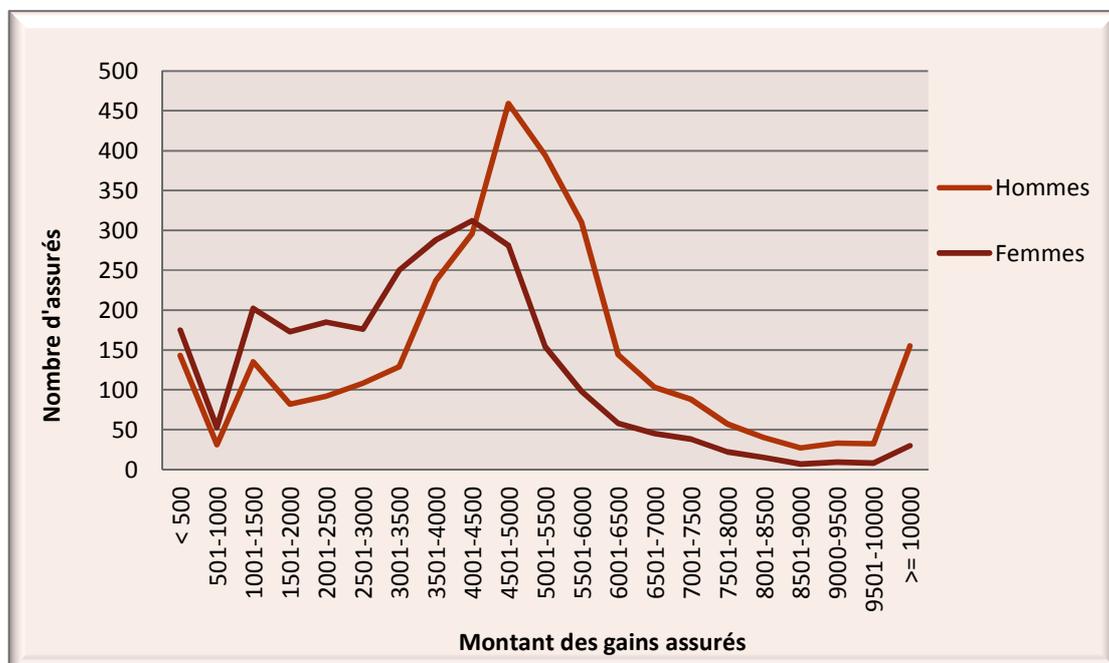
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Nombre d'hommes</b>	2'021	2'056	3'036	3'415	3'257	2'708	3'034	<b>3'095</b>
<b>Nombre de femmes</b>	1'918	2'039	2'672	2'973	2'357	2'289	2'385	<b>2'579</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>3'939</b>	<b>4'095</b>	<b>5'708</b>	<b>6'388</b>	<b>5'614</b>	<b>4'997</b>	<b>5'419</b>	<b>5'674</b>



#### 4.5 NOMBRE DE PERSONNES AU CHÔMAGE EN 2014 PAR GAIN ASSURÉ

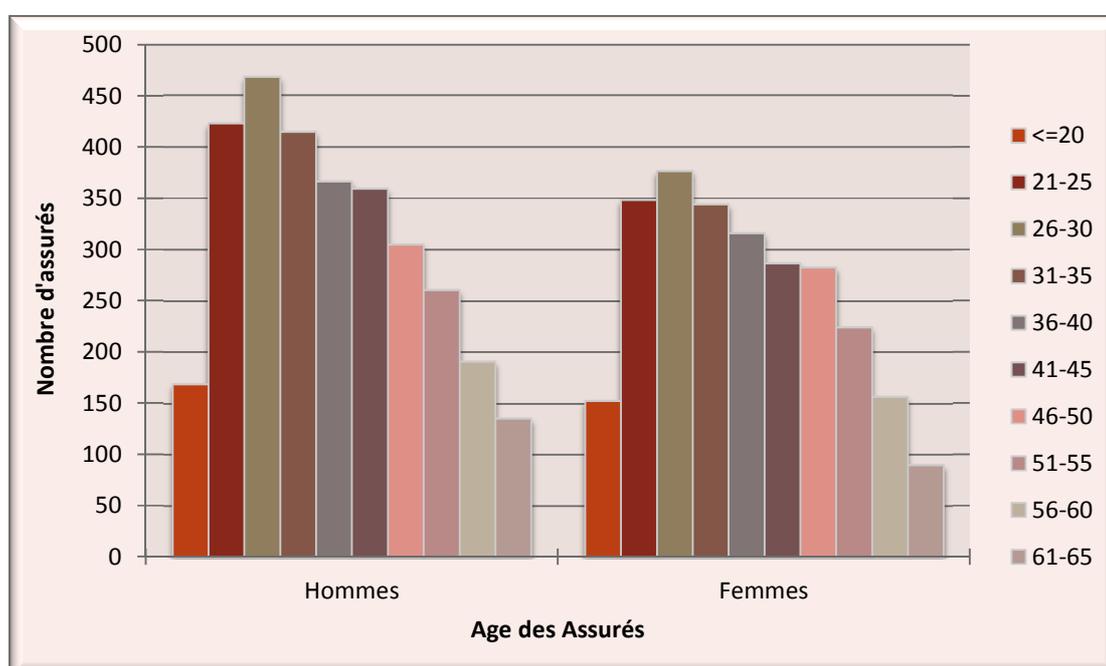


#### 4.6 COMPARAISON ENTRE FEMMES ET HOMMES AU CHÔMAGE EN 2014 PAR GAIN ASSURÉ



#### 4.7 NOMBRE D'ASSURÉS PAR SEXE ET PAR CLASSE D'ÂGE EN 2014

	<= 20	21 à 25	26 à 30	31 à 35	36 à 40	41 à 45	46 à 50	51 à 55	56 à 60	61 à 65
<b>Hommes</b>	169	423	468	415	367	360	305	261	191	136
<b>Femmes</b>	153	348	377	344	316	287	283	224	157	90
<b>TOTAUX</b>	<b>322</b>	<b>771</b>	<b>845</b>	<b>759</b>	<b>683</b>	<b>647</b>	<b>588</b>	<b>485</b>	<b>348</b>	<b>226</b>



## 5 JURIDIQUE

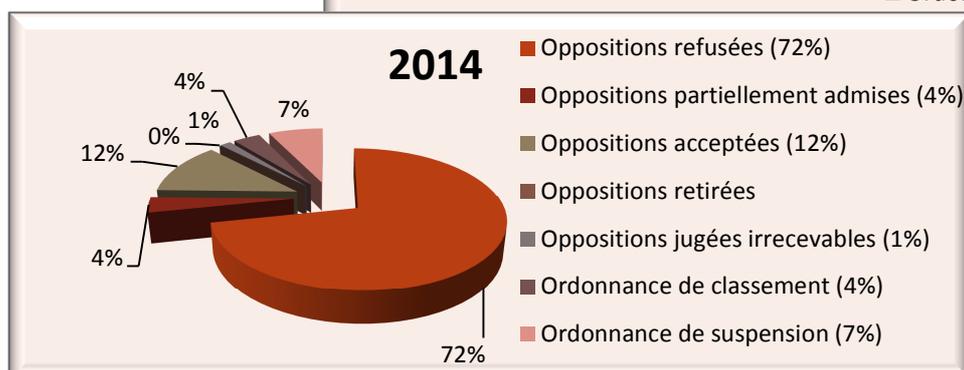
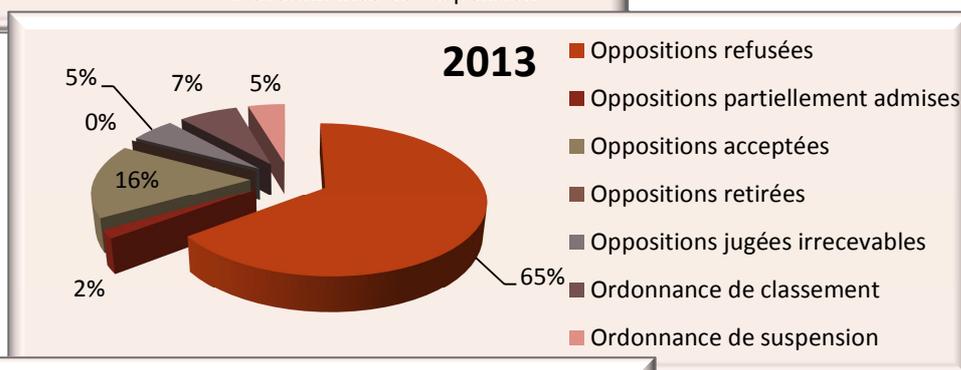
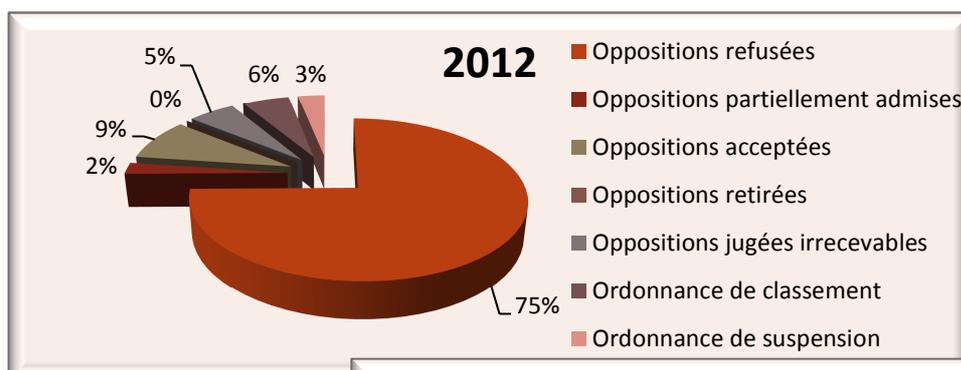


### 5.1 OPPOSITIONS

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la nouvelle loi sur la partie générale des assurances sociales (LPGA) est entrée en vigueur. Les assurés disposent d'une possibilité de faire opposition aux décisions rendues par la CCNAC dans le cadre du traitement de leur dossier.

Pour 2014, 138 oppositions (111 en 2013) ont été déposées auprès de l'Administration centrale.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Refusées</b>	56	85	76	86	95	72	<b>99</b>
<b>Partiellement admises</b>	3	1	6	4	3	2	<b>9</b>
<b>Acceptées</b>	8	10	13	10	11	18	<b>17</b>
<b>Oppositions retirées</b>	0	1	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Jugées irrecevables</b>	2	1	1	0	7	6	<b>2</b>
<b>Ordonnances de classement</b>	3	6	1	5	7	8	<b>5</b>
<b>Ordonnances de suspension</b>	2	3	9	2	4	5	<b>10</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>74</b>	<b>107</b>	<b>106</b>	<b>107</b>	<b>127</b>	<b>111</b>	<b>138</b>

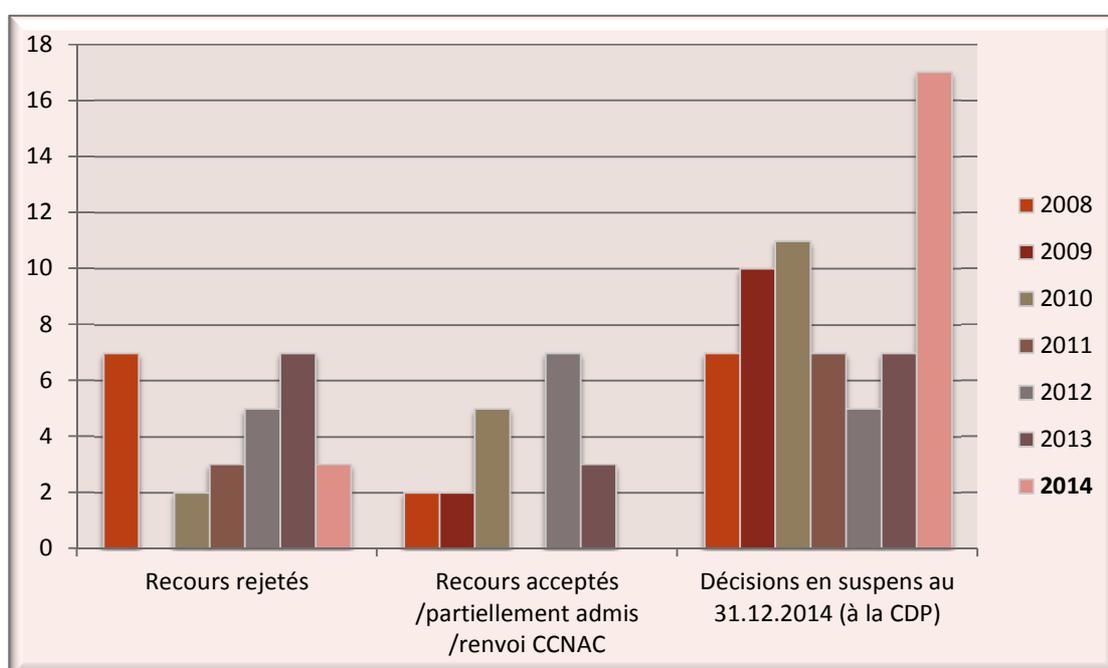


## 5.2 ÉVOLUTION DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES

	Année	Littoral	Montagnes	Administration centrale + Val-de-Travers	TOTAUX
<b>Refus du droit aux indemnités à des personnes ne remplissant pas les conditions requis pour l'indemnisation</b>	<b>2014</b>	<b>551</b>	<b>286</b>	<b>56</b>	<b>893</b>
	2013	443	273	43	759
	2012	381	347	10	738
	2011	314	313	0	627
	2010	278	282	4	564
	2009	353	375	0	728
<b>Refus d'indemniser durant le délai légal de congé</b>	<b>2014</b>	<b>61</b>	<b>68</b>	<b>9</b>	<b>138</b>
	2013	78	26	10	114
	2012	8	7	0	15
	2011	2	4	0	6
	2010	9	6	0	15
	2009	13	11	0	24
<b>Violation des obligations découlant du contrat de travail ayant donné lieu à la résiliation de celui-ci</b>	<b>2014</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>2</b>	<b>71</b>
	2013	45	47	2	94
	2012	61	40	0	101
	2011	71	53	0	124
	2010	47	53	0	100
	2009	77	59	0	136
<b>Résiliation du contrat de travail par l'assuré, sans avoir retrouvé un nouvel emploi</b>	<b>2014</b>	<b>113</b>	<b>80</b>	<b>19</b>	<b>212</b>
	2013	62	79	9	150
	2012	137	106	0	243
	2011	102	89	0	191
	2010	110	84	0	194
	2009	118	74	0	192
<b>Remboursement d'indemnités indûment touchées</b>	<b>2014</b>	<b>145</b>	<b>196</b>	<b>27</b>	<b>368</b>
	2013	170	214	45	429
	2012	168	163	11	342
	2011	208	203	0	411
	2010	141	207	1	349
	2009	148	112	1	261
<b>Motifs divers</b>	<b>2014</b>	<b>15</b>	<b>35</b>	<b>4</b>	<b>54</b>
	2013	19	22	8	49
	2012	74	42	0	116
	2011	52	20	0	72
	2010	34	21	5	60
	2009	86	14	0	100
<b>TOTAUX</b>	<b>2014</b>	<b>920</b>	<b>699</b>	<b>117</b>	<b>1736</b>
	2013	817	661	117	1595
	2012	829	705	21	1552
	2011	749	682	0	1431
	2010	619	653	10	1281
	2009	795	645	1	1441

### 5.3 ÉVOLUTION DES DÉCISIONS PRISES PAR LA PREMIÈRE INSTANCE DE RECOURS / COUR DE DROIT PUBLIC (CDP)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Recours rejetés	7	0	2	3	5	7	3
Recours acceptés /partiellement admis /renvoi CCNAC	2	2	5	0	7	3	0
Décisions en suspens au 31.12.2014 (à la CDP)	7	10	11	7	5	7	17
<b>TOTAUX</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>18</b>	<b>10</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>20</b>



## 6 INDEMNITÉS VERSÉES AUX ENTREPRISES

La CCNAC est à disposition des entreprises sises dans le canton afin de leur verser des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) et des indemnités en cas d'intempéries (INT).

Au niveau cantonal, elle est seule compétente pour le versement des indemnités en cas d'insolvabilité (ICI).



### 6.1 ÉVOLUTION DES INDEMNITÉS

	Nombre d'entreprises indemnisées	Perte de travail en heures	Montant total des indemnités versées (CHF)
<b>RHT</b>			
<b>2014</b>	<b>62</b>	<b>153'619</b>	<b>4'218'915</b>
2013	128	266'708	7'238'404.80
2012	73	251'831	8'237'760.25
2011	100	108'159	2'979'413.80
2010	289	1'194'451	32'701'768.10
2009	295	1'740'835	48'414'760.80
<b>INT</b>			
<b>2014</b>	<b>9</b>	<b>10'006</b>	<b>242'741</b>
2013	41	44'783	1'046'734.20
2012	51	48'255	1'253'218.45
2011	14	10'085	230'731.05
2010	29	45'178	1'194'453.40
2009	44	55'671	1'388'668.75
<b>ICI</b>			
<b>2014</b>	<b>19</b>		<b>304'924.20</b>
2013	18		535'870.70
2012	17		2'845'037.05
2011	15		280'003.20
2010	18		407'844.15
2009	28		1'380'211.85

## 6.2 CHIFFRES CLÉS



		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>IC</b>	Indemnité journalière de chômage nette moyenne (CHF)	138.10	146.55	142.25	153.75	159.15	162.55	<b>163.00</b>
<b>IC</b>	Durée moyenne de l'indemnisation (jours)	83.79	106.22	113.71	77.55	86.20	90.50	<b>90.90</b>
<b>RHT</b>	Salaire horaire moyen y compris bonification charges sociales (CHF)	21.80	27.81	29.05	27.72	32.71	27.15	<b>24.45</b>
<b>INT</b>	Salaire horaire moyen y compris bonification charges sociales (CHF)	19.67	24.94	26.43	22.87	25.97	23.16	<b>24.25</b>

## 6.3 CHIFFRES CLÉS EN COMPARAISON POUR L'ENSEMBLE DU PAYS, EN CHF

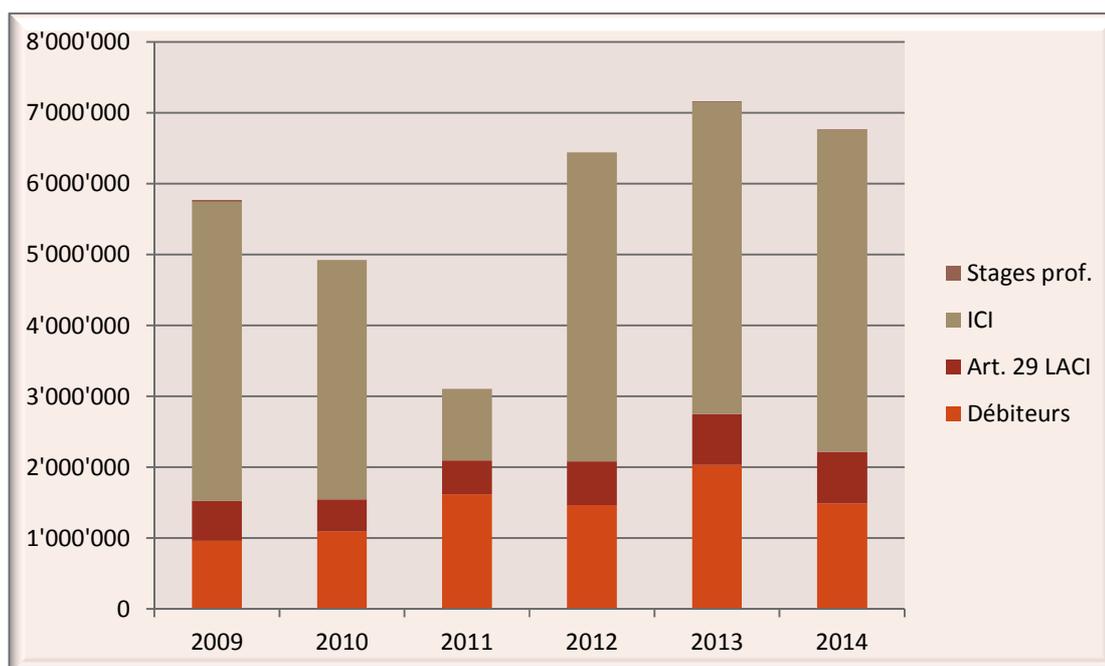
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>IC</b>	3'066'400'000	4'480'700'000	5'025'200'000	4'157'900'000	4'277'100'000	4'809'100'000	<b>4'907'200'000</b>
<b>RHT</b>	17'900'000	997'300'000	538'800'000	96'400'000	157'500'000	132'800'000	<b>47'700'000</b>
<b>INT</b>	20'800'000	76'500'000	72'500'000	27'000'000	97'800'000	74'300'000	<b>24'700'000</b>
<b>ICI</b>	26'400'000	36'000'000	27'200'000	21'900'000	36'600'000	33'300'000	<b>31'500'000</b>

## 7 COMPTABILITÉ

### 7.1 ÉVOLUTION DES CRÉANCES DE LA CAISSE EN CHF



	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Débiteurs</b>	962'473.95	1'088'267.35	1'616'897.30	1'462'878.15	2'031'410.60	<b>1'484'705.25</b>
<b>Art. 29 LACI</b>	557'683.80	456'841.90	474'388.80	615'405.10	712'404.20	<b>728'358.20</b>
<b>ICI</b>	4'225'722.60	3'373'540.40	1'010'261.35	4'360'099.00	4'403'450.55	<b>4'536'094.95</b>
<b>Stages prof.</b>	26'289.85	7'641.85	1'509.15	4'798.55	11'459.00	<b>16'670.10</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>5'772'170.20</b>	<b>4'926'291.50</b>	<b>3'103'056.60</b>	<b>6'443'180.80</b>	<b>7'158'724.35</b>	<b>6'765'828.50</b>



## 7.2 COMPTE D'EXPLOITATION 2014

	Dépenses CHF	Recettes CHF
Indemnités de chômage	82'374'011.95	
Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail	4'218'915.65	
Indemnités en cas d'intempéries	242'741.25	
Indemnités en cas d'insolvabilité	265'142.50	
Frais afférents au projet	16'732'120.05	
Allocations de formation	536'391.30	
Cotisations sociales sur allocation de formation	80'698.10	
Frais de cours	1'484'301.45	
Allocations d'initiation au travail	1'345'313.05	
Contribution aux frais de déplacement quotidien	31'052.30	
Frais de justice et de procédure	4'361.00	
Frais de poursuite	19'092.50	
Bonification pour risque de responsabilité du Fondateur	5'343.75	
Frais d'administration	3'994'552.22	
Différences d'arrondis (dépenses)	15.95	
Autres charges	45'996.30	
Produit insolvabilité		54'932.80
Produit stages professionnels		88'569.60
Prestations échues accords bilatéraux		598.35
Produit responsabilité du fondateur CCh		1'000.00
Cotisations AVS sur IC		4'168'866.45
Cotisations LPP sur IC		487'640.05
Cotisations AANP sur IC		2'130'516.20
Produit provenant des frais de justice et de procédure		2'000.00
Remboursement de frais de poursuite		21'774.80
Commission Impôt à la source		-1'179.55
Intérêts créditeurs		2'775.15
Différences d'arrondis (produits)		6.41
Produit des remboursements		180.00
Avances du SECO		103'500'000.00
<b>SOUS-TOTAUX</b>	<b>111'380'049.32</b>	<b>110'457'680.26</b>
Perte 2014		922'369.06
<b>TOTAUX</b>	<b>111'380'049.32</b>	<b>111'380'049.32</b>

## 7.3 BILAN 2014

	Actifs CHF	Passifs CHF
Caisses	1'551.95	
Poste	3'607.55	
Banques	622'799.37	
Demandes de restitution	1'484'705.25	
Avances aux assurés	150'400.00	
Créances fondées sur l'art. 29 LACI	728'358.20	
Créances en cas d'insolvabilité	4'536'094.95	
Créances stages professionnels	16'670.10	
Caisse de l'Etat	121'539.80	
Avoirs impôt anticipé	400.20	
Actifs transitoires	313'636.60	
Machines et mobilier de bureau	36'043.00	
Logiciels	49'101.00	
Matériel informatique	29'043.00	
Transformation immobilières	18'566.00	
Dettes à court terme IC MMT INT RHT ICI		60'870.50
Compte de passage pour retours provenant de la GB		7'740.75
Provision pour créances fondées sur l'art. 29 LACI		728'358.20
Provision pour créances en cas d'insolvabilité		4'536'094.95
Provision pour créances stages professionnels		18'883.50
Créanciers frais administratifs		25'834.95
Passifs transitoires		6'236.35
<b>SOUS-TOTAUX</b>	<b>8'112'516.97</b>	<b>5'384'019.20</b>
Fonds de roulement au 01.01.2014	3'650'866.83	
Perte de l'exercice 2014	-922'369.06	
Capital au 31.12.2014		2'728'497.77
<b>TOTAUX</b>	<b>8'112'516.97</b>	<b>8'112'516.97</b>

NB : Dès le 1<sup>er</sup> novembre 2008, le Centre suisse de microfilmage ainsi que la Caisse interprofessionnelle de chômage de Fleurier ont été intégrés dans la comptabilité de la CCNAC.

## 8 STATISTIQUES 2014 DU SITE INTERNET CCNAC (WWW.NE.CH)

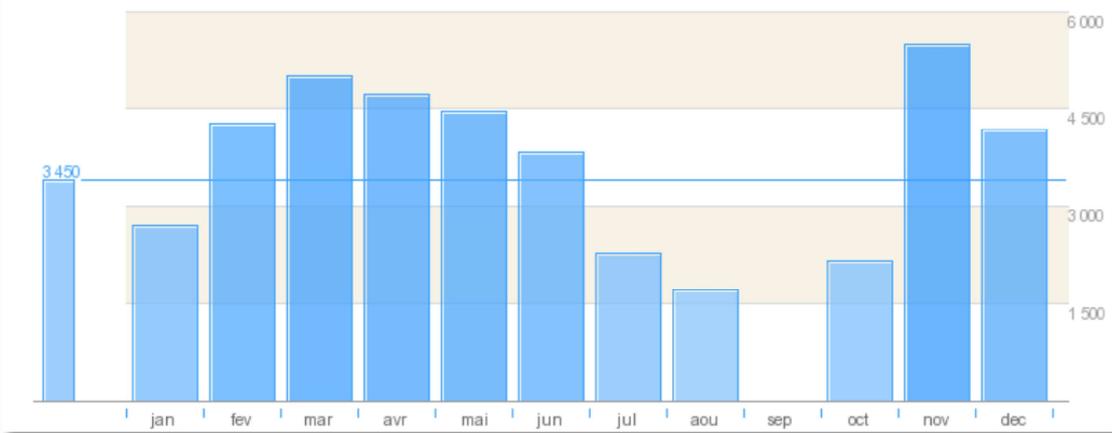
### 8.1 TRAFIC

Suite à un problème technique au niveau de l'outil statistique de l'Etat de Neuchâtel, les chiffres du mois de septembre 2014 ne sont pas disponibles et n'apparaissent donc pas dans les graphiques ci-après.



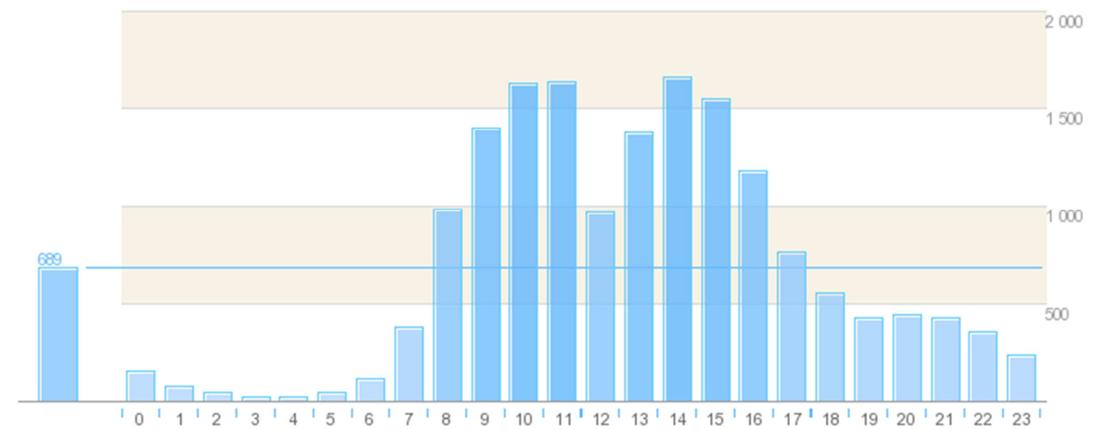
Nombre de pages vues mensuelles

- pages vues
- de janvier 2014 à décembre 2014



Nombre de visites par tranche horaire

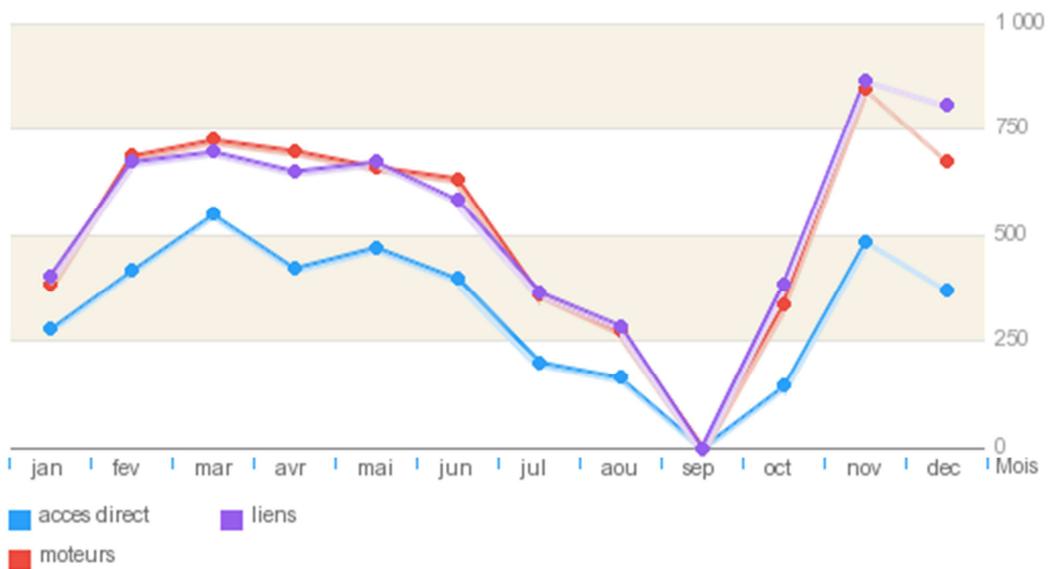
- visites
- de janvier 2014 à décembre 2014



## 8.2 PROVENANCE

### Evolution de la provenance

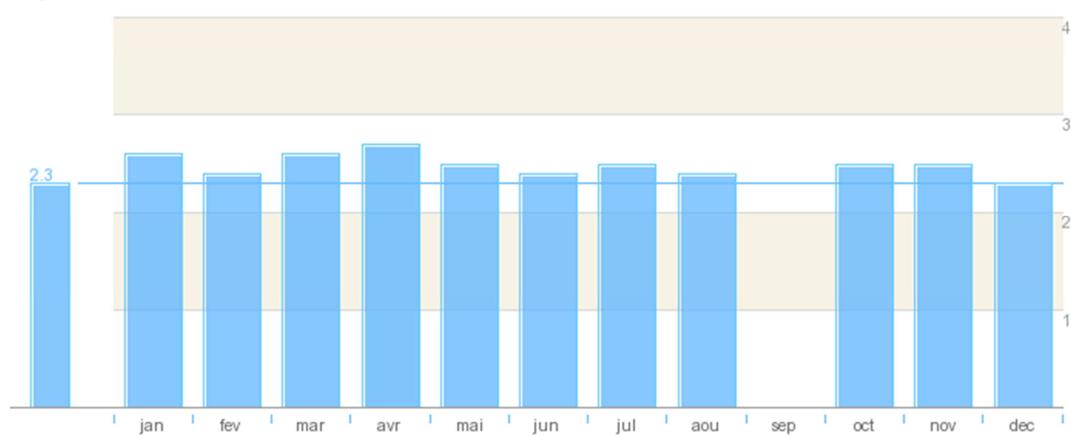
- visites
- de janvier 2014 à décembre 2014



## 8.3 INTÉRÊT

### Moyenne du nombre de pages vues par visite

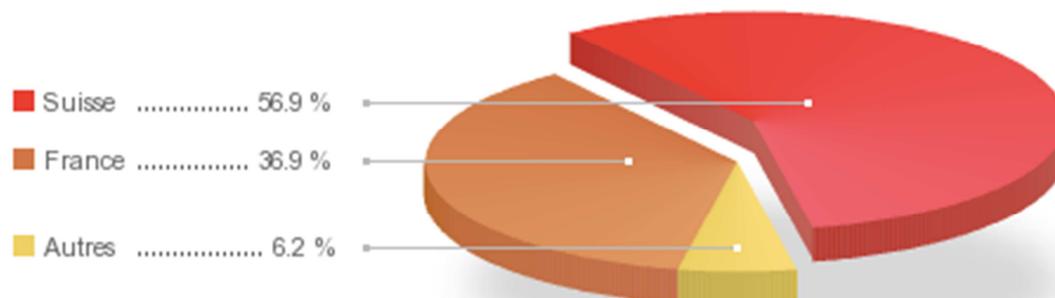
- visites
- de janvier 2014 à décembre 2014



## 8.4 INTERNAUTES

### Nationalité de vos visiteurs

- visites
- de janvier 2014 à décembre 2014





## 9 LE CHÈQUE EMPLOI

Depuis 2005, le Canton de Neuchâtel, par le biais de la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage et en collaboration avec les Villes de La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel et Le Locle, met à disposition de la population un système de chèque emploi pour les emplois de proximité. Cet outil permet de simplifier les démarches administratives pour l'annonce aux assurances sociales de travailleurs occupés dans le cadre de l'économie domestique.



### 2005-2015 – 10 ans au service des travaux de proximité dans le canton de Neuchâtel.

L'évolution du projet durant ces 10 dernières années a permis de confirmer la nécessité de disposer d'un tel outil; le succès rencontré dépasse les pronostics les plus optimistes que nous avons faits à l'époque.

Cet outil répond parfaitement aux attentes émises lors de la création de la société par les membres fondateurs, en particulier en conférant une couverture sociale appropriée à de nombreuses personnes qui en étaient jusque-là dépourvues.

5.5 millions de masse salariale déclarée aux  
assurances sociales en 2014

Avec plus de **5.5 millions de masse salariale** déclarée aux assurances sociales en 2014, plus de **1200 employeurs affiliés à fin 2014** et près de **1500 employés déclarés mensuellement**, nous ne pouvons qu'être particulièrement contents du développement du système. La volonté exprimée par les actionnaires de voir le système atteindre un rythme de croisière et être autoporteur en termes financiers est désormais atteint.

L'acquisition d'un nouveau logiciel en 2013 a permis de doter TAC Sàrl d'un outil permettant de gérer la progression constante enregistrée depuis 10 ans. Cela confère également une sécurité d'exploitation -tant au niveau du travail quotidien qu'au niveau de la comptabilité- que nous ne pouvions plus garantir avec l'ancien système. L'introduction en cours d'une GED pour la gestion journalière de TAC Sàrl permettra encore de simplifier certains processus et de disposer d'un outil performant pour la gestion des dossiers.

Depuis quelques mois, nous devons faire face à la venue de nouveaux concurrents qui proposent des services qui pourraient être considérés comme équivalents à ceux proposés par TAC Sàrl. Une simple comparaison permet néanmoins de constater que tel n'est pas le cas et que seul TAC Sàrl propose un paquet complet à un prix qui est très concurrentiel. Il n'en demeure pas moins que la coordination suisse des chèques emploi a été contrainte d'intervenir auprès de certaines nouvelles sociétés pour leur rappeler certaines règles de déontologie en matière de publicité déloyale.

La direction et les collaborateurs de TAC Travail au Clair Sàrl tiennent à remercier les partenaires du projet chèque-emploi neuchâtelois pour leur disponibilité ainsi que leur souci constant de rechercher les solutions adéquates et simples.

## 10 LE CENTRE SUISSE DE MICROFILMAGE

Créé à fin 1993, le Centre suisse de microfilmage dispose d'une surface de travail de 310 m<sup>2</sup> pour exercer son activité.



### 10.1 MATÉRIEL D'ARCHIVAGE DU CENTRE DE MICROFILMAGE

1 laboratoire de développement Kodak

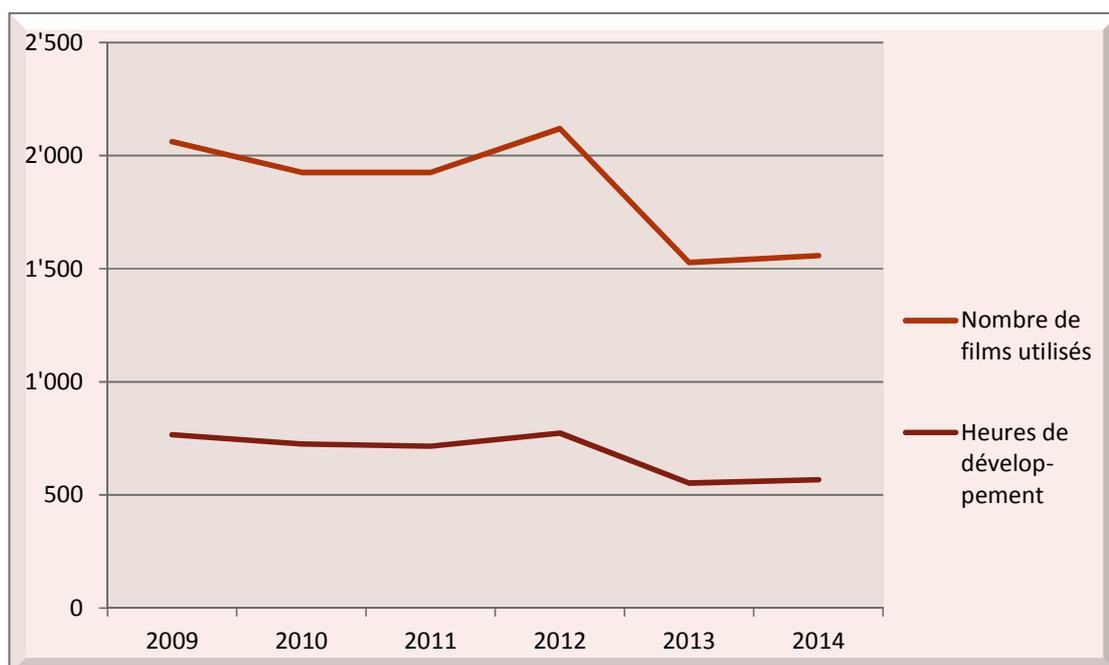


3 caméras Kodak  
(Imagelink Microimager 70, Prostar II processor)



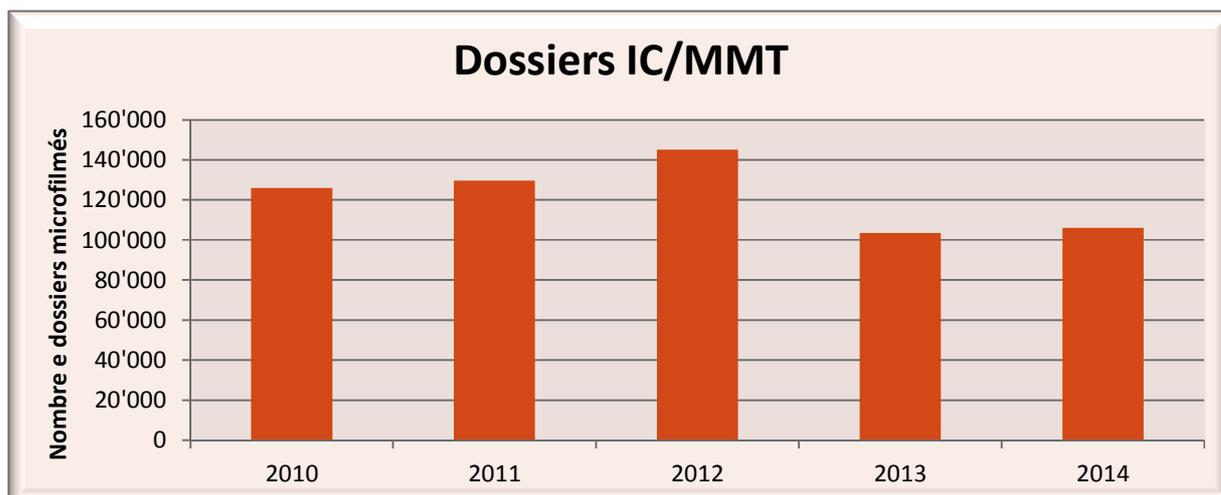
## 10.2 LABORATOIRE DE DÉVELOPPEMENT

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Nombre de films utilisés</b>	2'062	1'926	1'926	2'120	1'528	<b>1'558</b>
<b>Utilisation de la machine à développer en heures</b>	766	725	716	773	552	<b>567</b>

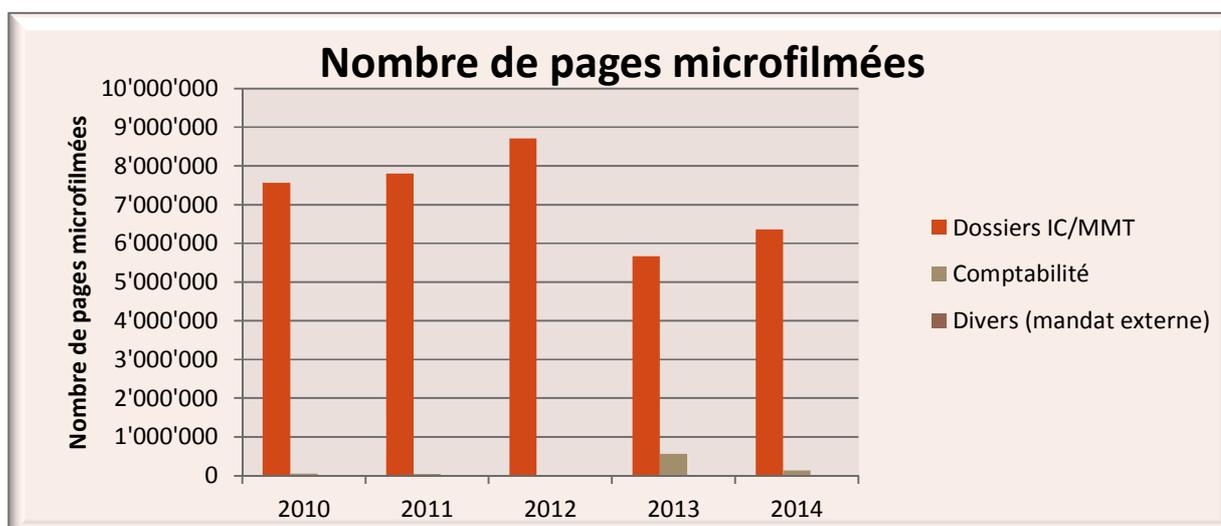


## 10.3 VOLUME MICROFILMÉ

	Dossiers microfilmés				
	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dossiers IC/MMT (moy. 60.1 pages)</b>	125'893	129'738	144'983	103'519	<b>105'899</b>

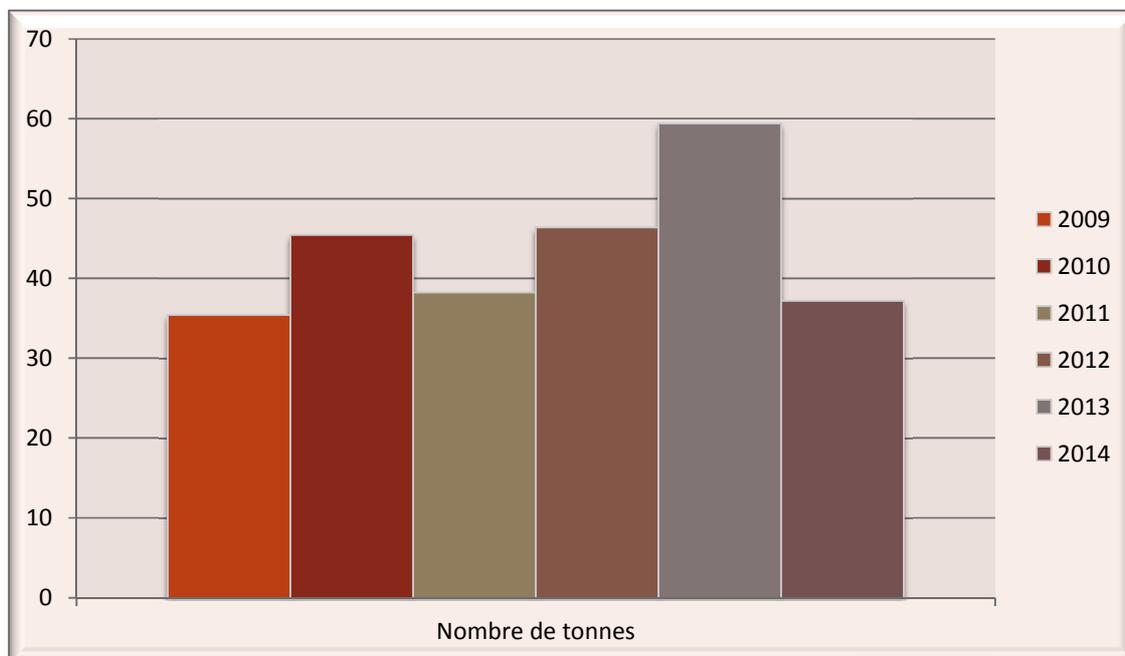


	Pages microfilmées				
	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Dossiers IC/MMT (moy. 60.1 pages)</b>	7'566'173	7'797'244	8'713'467	5'660'384	<b>6'364'515</b>
<b>Comptabilité</b>	54'258	45'261	0	560'881	<b>129'936</b>
<b>Divers (mandat externe)</b>	6'771	53	0	179	<b>76</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>7'627'202</b>	<b>7'842'558</b>	<b>8'713'467</b>	<b>6'221'444</b>	<b>6'494'527</b>

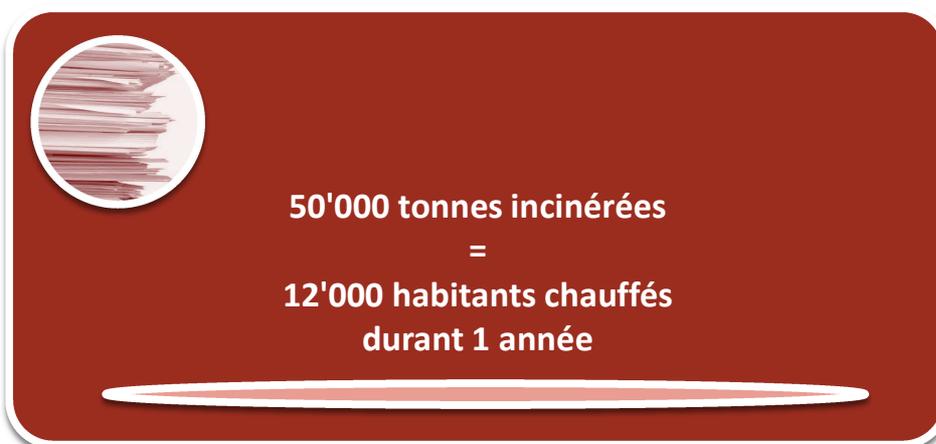


## 10.4 VOLUME DES DONNÉES DÉTRUITES

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>En tonnes</b>	35.5	45.6	38.31	46.5	59.36	<b>37.26</b>



Le Centre régional d'incinération des ordures VADEC à La Chaux-de-Fonds est chargé de détruire (sous contrôle) tous les dossiers microfilmés. L'incinération de ces volumes de papier alimente le système communal de chauffage à distance.



## 11 SUBVENTIONS CANTONALES AUX PRIMES APG (assurance perte de gain)

	Nombre d'assurés	Montant indemnisé
<b>Nouveau droit</b>	32	33'949.70
<b>Ancien droit</b>	43	51'973.50
<b>TOTAUX</b>	<b>75</b>	<b>85'923.20</b>

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, suite à la résiliation du contrat collectif conclu avec Avenir-Assurances, les personnes sans emploi ne disposent plus d'une couverture automatique de la perte de gain, en cas de maladie.

Afin de pallier cette carence du droit fédéral, le canton a décidé de mettre en place un système de subventionnement des primes pour les personnes souhaitant conclure volontairement une assurance perte de gain durant une période de chômage.

Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et compte tenu des expériences acquises, l'âge permettant de bénéficier de cette prestation a été abaissé de 50 à 45 ans. De plus, le nouveau barème a privilégié les personnes avec charges familiales par une augmentation du montant de la subvention.

75 personnes ont bénéficié de cette mesure  
en 2014 (63 en 2013)

CHF 85'923.20 versés à titre de subvention  
en 2014 (CHF 90'151.30 en 2013)

	Nombre de bénéficiaires	Total des subsides versés (en CHF)
<b>2009</b>	98	108'710.10
<b>2010</b>	126	155'622.75
<b>2011</b>	96	112'619.65
<b>2012</b>	58	73'130.15
<b>2013</b>	63	90'151.30
<b>2014</b>	<b>75</b>	<b>85'923.20</b>

## 12 CONCLUSIONS

Le soussigné remercie principalement le personnel de la CCNAC de sa précieuse collaboration et des efforts consentis durant cet exercice pour assurer la bonne marche du service et la qualité des prestations offertes à nos clients et partenaires.

Nous tenons également à remercier les collaborateurs du SECO pour le soutien apporté.

CAISSE CANTONALE NEUCHÂTELOISE  
D'ASSURANCE-CHÔMAGE  
Administration centrale  
Le directeur



Pascal Guillet